



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 9 mai 1997

APERÇU

◆ Les fabricants envisagent le prochain trimestre avec optimisme

En avril, les fabricants se sont dits très satisfaits du niveau de commandes reçues. Ils demeurent optimistes quant aux perspectives d'emploi et de production du prochain trimestre.

◆ Le secteur de l'habitation continue sur sa lancée

Le secteur de l'habitation a conservé son élan au premier trimestre de 1997. La valeur des permis de construction résidentielle a connu sa troisième hausse trimestrielle d'affilée.

◆ Les ventes des grands magasins augmentent légèrement

Les ventes désaisonnalisées des grands magasins ont connu une faible hausse en mars. La tendance des ventes des grands magasins suit une trajectoire ascendante depuis la fin de 1993, à l'exception d'un ralentissement enregistré dans la dernière moitié de 1995.

◆ La rémunération des salariés est en hausse

En février, la rémunération hebdomadaire moyenne des salariés s'est accrue légèrement par rapport à janvier et a connu une hausse comparativement à février 1996.

◆ Des prix plus élevés pour les agriculteurs de l'Ouest

Entre le premier trimestre de 1996 et le premier trimestre de 1997, les agriculteurs de l'Ouest, en particulier les éleveurs de bétail, ont subi une hausse plus importante de leurs coûts d'exploitation par rapport aux agriculteurs de l'Est.

◆ Les enfants réussissent bien à l'école

D'après les résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, les enfants âgés de 4 à 11 ans réussissaient bien à l'école, dans l'ensemble, en 1994-1995.

Les fabricants envisagent le prochain trimestre avec optimisme

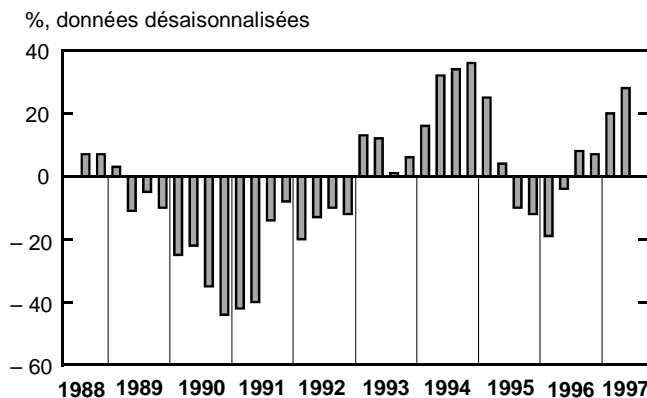
Les fabricants interrogés dans l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires d'avril 1997 se sont dits très satisfaits des niveaux actuels des commandes reçues et demeurent très optimistes quant aux perspectives de production du prochain trimestre. Ils s'inquiètent moins des stocks de produits finis et ils pourraient accroître leur effectif au cours des trois prochains mois. Toutefois, ils sont moins satisfaits en ce qui concerne les commandes en carnet.

D'après l'enquête d'avril, 40 % des fabricants ont indiqué que le niveau actuel de leurs commandes reçues s'était élevé, comparative-ment à 30 % en janvier. Cette progression confirme la tendance à la hausse du bilan des opinions, qui a atteint 28. (Le bilan a été calculé en soustrayant les 12 % de fabricants qui ont indiqué que leurs commandes reçues diminuaient des 40 % qui ont dit qu'elles augmentaient.) Cette tendance est en grande partie attribuable à la branche du matériel de transport.

Le bilan d'avril sur les perspectives de production du prochain trimestre a perdu 20 points pour s'établir à un niveau plus normal de 7. Cette forte baisse fait suite aux résultats des enquêtes des deux derniers trimestres, qui avaient été exagérés par l'incidence des conflits de travail d'octobre 1996 ayant touché la branche du

(suite à la page 2)

Bilan des opinions du niveau actuel des commandes reçues



... Les fabricants envisagent le prochain trimestre avec optimisme

matériel de transport. Les fabricants demeurent optimistes quant aux perspectives de production du prochain trimestre puisque 23 % d'entre eux s'attendaient à une augmentation de la production, tandis que 61 % prévoyaient maintenir le même niveau de production.

La hausse de la proportion de fabricants qui trouvent leurs stocks de produits finis trop bas a contrebalancé l'augmentation de la proportion de fabricants qui trouvent leurs stocks trop élevés. En conséquence, la proportion de fabricants qui disent que leurs stocks de produits finis sont quasi normaux a diminué de 12 points pour s'établir à 69 % en avril. Encore une fois, la branche du matériel de transport est responsable de cet écart.

En avril, le bilan des opinions à l'égard des commandes en carnet se situait à -7, en baisse par rapport au bilan de 1 obtenu en janvier. Les fabricants, dans une proportion de 14 %, ont indiqué que les commandes en carnet étaient inférieures à la normale, une proportion deux fois plus élevée que celle des fabricants qui disent que leur niveau de commandes en carnet était supérieur à la

Enquête sur les perspectives du monde des affaires

	1996			1997	
	Avril	Juillet	Octobre	Janvier	Avril
Bilan des opinions					
Production	-1	6	-9	27	7
Commandes reçues	-4	8	7	20	28
Commandes en carnet	-2	-5	-4	1	-7
Stocks	-28	-13	-13	-9	-5
Emploi	-4	0	3	1	4

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les perspectives du monde des affaires est effectuée en janvier, en avril, en juillet et en octobre. La majorité des réponses sont recueillies durant les deux premières semaines de ces mois. Les résultats, qui se fondent sur les réponses d'environ 5 000 fabricants, sont pondérés selon la valeur des livraisons ou le nombre d'employés. Par conséquent, les réponses des grands fabricants ont une incidence plus marquée sur les résultats que celles des petits fabricants.

Les données contenues dans le présent article sont désaisonnalisées, sauf celles sur les obstacles à la production.

normale. Cependant, la majorité d'entre eux ont indiqué que le niveau actuel des commandes en carnet était à peu près normal.

Du côté de l'emploi, les fabricants entrevoient de meilleures perspectives. Ainsi, selon leurs prévisions, près des trois quarts des fabricants apporteront peu de changements à leur effectif au cours des trois prochains mois, 15 % engageront du personnel et 11 % effectueront des mises à pied.

C'est la pénurie de main-d'œuvre expérimentée qui inquiète davantage les fabricants : dans l'enquête d'avril, 5 % d'entre eux craignent d'en manquer, comparativement à 3 % en janvier. La proportion des fabricants préoccupés par les fonds de roulement (2 %) est restée la même que dans les trois enquêtes précédentes. Les fabricants, dans une proportion de 4 %, s'inquiètent plutôt d'une pénurie de matières premières, en hausse de 1 point par rapport à l'enquête de janvier.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2843 à 2845.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Claude Robillard au (613) 951-3507, Division de l'industrie. Internet : robilcg@statcan.ca.

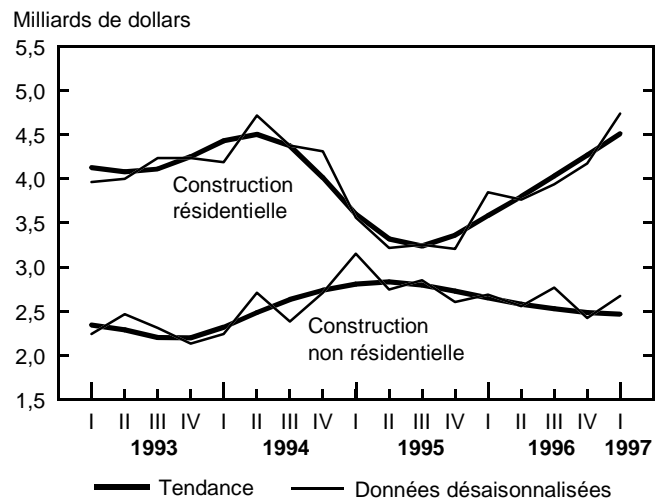
Le secteur de l'habitation continue sur sa lancée

Au premier trimestre de 1997, la valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue pour un troisième trimestre consécutif, atteignant son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 1990. Les municipalités ont émis pour 4,7 milliards de dollars de permis de construction résidentielle entre janvier et mars, ce qui représente une hausse de 13,5 % par rapport au dernier trimestre de 1996. Cette hausse était surtout attribuable à l'augmentation de la valeur des permis délivrés pour la construction de logements unifamiliaux.

La valeur des permis de construction non résidentielle a progressé de 10,4 % au premier trimestre, pour atteindre 2,7 milliards de dollars, sous l'impulsion des secteurs industriel et institutionnel. Cette croissance a été effacée en partie par la baisse de la valeur des permis de construction commerciale.

Sur une base mensuelle, les municipalités ont délivré pour 2,4 milliards de dollars de permis en mars, ce qui constitue un recul de 5,0 % par rapport à février. La valeur des permis de construction résidentielle a diminué pour la première fois cette année, chutant de 9,5 %, à 1,5 milliard de dollars. La valeur des permis de

Valeur des permis de construction



(suite à la page 3)

... Le secteur de l'habitation continue sur sa lancée

construction non résidentielle s'est accrue de 3,1 %, pour atteindre 0,9 milliard de dollars et connaître une troisième hausse mensuelle de suite.

Si la valeur des projets de construction résidentielle s'est accrue au premier trimestre, c'est surtout grâce à la composante des logements unifamiliaux, qui contribue pour 70 % de la valeur de ce secteur. La valeur des projets de construction de logements unifamiliaux s'est accrue de 18,5 %, passant à un niveau exceptionnellement élevé de 3,6 milliards de dollars. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a progressé légèrement de 0,8 %.

La valeur des permis de construction résidentielle a augmenté dans chaque province et territoire, sauf en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Yukon. L'Ontario a connu la meilleure performance trimestrielle (20,4 %), qu'elle doit surtout à sa composante unifamiliale. En Alberta, la valeur des permis a monté en flèche (32,5 %) dans le secteur résidentiel; des hausses ont été enregistrées tant pour les logements unifamiliaux que pour les logements multifamiliaux. La baisse la plus significative (-4,5 %) a été observée en Colombie-Britannique.

L'augmentation de la valeur des projets de construction non résidentielle était principalement attribuable à la hausse de 36,2 % de la composante institutionnelle. Les projets de construction proposés dans le secteur de l'éducation et l'explosion de petits projets ont été les principaux facteurs de cette croissance substantielle. La valeur des permis de construction a progressé de 18,7 % dans la composante industrielle, ce qui s'explique surtout par la construction de nouveaux immeubles dans le secteur manufacturier. La faiblesse des projets de construction observée dans le secteur du commerce et des services a fait baisser de 1,9 % la composante commerciale pour un deuxième trimestre consécutif.

Grâce à une hausse de 34,8 %, l'Ontario est la province qui a le plus contribué à l'augmentation trimestrielle dans le secteur non résidentiel. La poussée observée en Ontario s'expliquait surtout

Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition se fait auprès de 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Les résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction. Les municipalités regroupant les 7 % restants de la population sont très petites et leur niveau d'activité dans ce secteur a peu d'incidence sur l'ensemble.

La valeur des projets de construction exclut les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) et le coût des terrains.

Sauf avis contraire, les données du présent article sont désaisonnalisées, ce qui facilite les comparaisons en éliminant l'effet des variations saisonnières. Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

par l'accroissement de la valeur des projets de construction institutionnelle, qui a atteint 313 millions de dollars. Le Manitoba a également enregistré une hausse considérable (39,5 %, à 90 millions de dollars), un niveau qui ne s'était pas vu depuis le deuxième trimestre de 1994. La Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse, par contre, ont connu les reculs les plus marqués dans le secteur non résidentiel (-4,1 % et -44,7 % respectivement), les composantes industrielle, commerciale et institutionnelle y ayant diminué.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de mars 1997 de **Permis de bâtir** (64-001-XPB, 25 \$ / 248 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (Internet : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Sylvain Cloutier au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

Permis de construction, mars 1997

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	2 431	- 5,0	1 493	- 9,5	938	3,1
Terre-Neuve	12	- 54,5	4	- 80,7	8	29,8
Île-du-Prince-Édouard	7	143,0	6	229,0	1	2,0
Nouvelle-Écosse	47	- 42,5	40	- 40,1	7	- 53,3
Nouveau-Brunswick	52	5,9	13	- 62,1	38	189,3
Québec	388	- 14,6	206	- 12,3	182	- 17,1
Ontario	978	- 7,4	596	- 13,2	382	3,3
Manitoba	57	- 17,8	32	- 4,4	25	30,3
Saskatchewan	54	40,9	18	- 16,8	36	113,4
Alberta	311	- 11,6	198	- 17,3	113	0,5
Colombie-Britannique	521	23,0	376	23,2	144	22,3
Yukon	2	- 31,0	2	- 19,9	0	- 68,1
Territoires du Nord-Ouest	2	28,8	2	14,9	1	123,9

Les ventes des grands magasins augmentent légèrement

En mars, les ventes désaisonnalisées des grands magasins ont augmenté de 0,7 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Cette croissance plus faible des ventes fait suite à la hausse de 2,2 % observée en février. Les ventes du premier trimestre de 1997 ont totalisé 3,8 milliards de dollars, en hausse de 8,7 % par rapport au premier trimestre de 1996. La tendance des ventes des grands magasins suit un mouvement ascendant depuis

Note aux lecteurs

Les principaux grands magasins sont La Baie, Eaton et Sears. Par comparaison, K-Mart, Wal-Mart et Zellers sont des magasins d'escompte.

la fin de 1993, mis à part un ralentissement enregistré dans la dernière moitié de 1995.

D'une année à l'autre, les ventes désaisonnalisées se sont accrues de 10,4 % entre mars 1996 et mars 1997, ce qui fait suite à la hausse de 9,2 % de février. Les ventes non désaisonnalisées de mars 1997 ont atteint 1,1 milliard de dollars de plus par rapport à la même période l'année précédente, ce qui constitue une hausse de 11,4 %. Cette progression est surtout attribuable à la fête de Pâques, qui a eu lieu en mars cette année. Cette fête engendre habituellement de bonnes ventes dans le mois où elle se situe.

On a observé une augmentation des ventes non désaisonnalisées partout au pays. La Nouvelle-Écosse, où l'on comptait un magasin de plus, l'Ontario et l'Alberta ont enregistré les plus fortes hausses d'une année à l'autre.

Les ventes non désaisonnalisées des 10 régions métropolitaines de recensement (RMR) ont augmenté d'une année à l'autre. En mars, Halifax-Dartmouth, qui a un nouveau magasin, est arrivée bonne première, enregistrant un gain de 16,9 % par rapport à mars 1996. À Calgary, les ventes se sont accrues de 15,2 % au cours de la même période. Des hausses ont aussi été enregistrées dans les RMR d'Ottawa-Hull (13,9 %), de Hamilton (12,8 %) et de Toronto (11,9 %). Pour sa part, la RMR de Québec a affiché une très faible augmentation de 2,4 % par rapport à mars 1996, renversant la chute de 9,4 % observée en février.

Données stockées dans CANSIM : matrices 111 à 113.

Le numéro de mars 1997 de *Ventes et stocks des grands magasins* (63-002-XPB, 17 \$ / 165 \$) paraîtra bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Louise Généreux au (613) 951-3549, Division de la statistique du commerce.

Ventes des grands magasins incluant les concessions, mars 1997

Données non désaisonnalisées

	Mars 1997	Mars 1996 à mars 1997	Janvier à mars 1997	Janvier- mars 1996 à janvier- mars 1997
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
Canada	1 084,7	11,4	2 753,9	8,4
Terre-Neuve et Île-du-Prince-Édouard	19,1	8,3	47,5	5,8
Nouvelle-Écosse	35,0	14,9	82,8	9,1
Nouveau-Brunswick	24,1	9,0	58,8	3,9
Québec	197,4	7,7	504,9	5,4
Ontario	453,6	13,6	1 154,9	9,8
Manitoba	45,8	10,5	116,2	8,2
Saskatchewan	34,2	11,1	88,4	9,7
Alberta	122,9	13,1	308,4	10,2
Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	152,7	9,0	392,1	7,4

La rémunération des salariés est en hausse

En février, la rémunération hebdomadaire moyenne des salariés s'est accrue pour un troisième mois consécutif, augmentant de 0,3 %. Les salariés du commerce de gros, de la finance, des assurances et des affaires immobilières ainsi que des mines, des carrières et des puits de pétrole ont enregistré les plus fortes hausses. Les salariés des ces secteurs d'activité, de même que ceux des services aux entreprises, ont tous contribué à la croissance de la rémunération au cours de l'année écoulée. Les salariés ont gagné un revenu 3,6 % supérieur à celui de février 1996, ce qui représente une hausse de 20,84 \$.

La croissance des gains d'une année à l'autre pour les salariés dans l'administration publique (4,3 %) est attribuable à la grève des employés de la fonction publique de l'Ontario en février 1996, qui a diminué la rémunération moyenne. Cette croissance n'est toutefois pas représentative de la tendance dans ce secteur d'activité.

Le nombre d'heures travaillées par les salariés rémunérés à l'heure a légèrement monté pour se fixer à 31,3 heures par semaine en moyenne pour les salariés à temps plein et à temps partiel. Le nombre d'heures travaillées par semaine a ainsi poursuivi sa tendance à la hausse qui a débuté à l'été 1996. Les hausses récentes du nombre d'heures travaillées en moyenne ont été notables pour les salariés rémunérés à l'heure dans les secteurs suivants : mines, carrières et puits de pétrole; industries manufacturières; services aux entreprises; et services de santé et services sociaux. L'augmentation du nombre moyen d'heures travaillées a été en partie causée par une progression du nombre d'heures supplémentaires. La montée récente du nombre d'heures, comparativement à l'année dernière, est un des facteurs ayant contribué à la hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne.

Données stockées dans CANSIM : matrices 4285 à 4466, 9438 à 9452, 9639 à 9664 et 9899 à 9911.

Rémunération hebdomadaire moyenne, février 1997

Données désaisonnalisées

	Ensemble des secteurs d'activité (dollars)	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Canada	598,72	0,3	3,6
Terre-Neuve	529,22	0,3	-2,0
Île-du-Prince-Édouard	488,19	0,7	4,2
Nouvelle-Écosse	497,93	-0,1	2,5
Nouveau-Brunswick	521,16	0,7	3,1
Québec	562,64	0,3	1,4
Ontario	641,87	0,5	4,5
Manitoba	523,57	0,2	2,5
Saskatchewan	529,57	0,4	7,7
Alberta	594,90	0,6	6,8
Colombie-Britannique	615,07	0,1	2,9
Yukon	697,92	-3,6	0,0
Territoires du Nord-Ouest	728,29	-0,4	1,0

Note aux lecteurs

En plus des résultats provisoires de février 1997, la diffusion de ce mois-ci de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) contient des estimations révisées pour décembre 1996 et janvier 1997. Les estimations de décembre et de janvier publiées précédemment ont été affectées par une erreur de traitement qui a été corrigée. Cette erreur a principalement eu un effet sur les estimations de l'emploi, alors qu'elle a eu peu d'impact sur la rémunération moyenne et les heures. La révision des estimations a eu un effet minime sur le produit intérieur brut mensuel et sur l'estimation du revenu des travailleurs au quatrième trimestre.

Lors de la diffusion des données pour janvier 1997, il avait été indiqué que l'emploi, pour l'ensemble des secteurs d'activité, s'était accru de 133 000 en décembre et de 9 000 en janvier. Les estimations corrigées nous indiquent une croissance plus modeste pour décembre (31 000) et un gain de 17 000 en janvier. Il n'y a pratiquement pas eu d'effet sur la rémunération hebdomadaire moyenne. La hausse mensuelle de la rémunération hebdomadaire moyenne entre novembre et décembre est demeurée inchangée à 0,5 %. De même, les moyennes du nombre d'heures travaillées pour tous les secteurs d'activité n'ont pas été affectées par la révision.

Le programme de l'EERH est actuellement dans la phase finale d'un projet de remaniement majeur étalé sur plusieurs années afin d'améliorer les estimations de la rémunération brute des entreprises et du nombre de salariés à l'aide de données administratives, ainsi que de réduire le fardeau de réponse des entreprises. Des progrès importants ont déjà été inclus pour les niveaux de salariés (le plus récemment en mai 1996) lorsque le programme a étendu son utilisation de données administratives. Étant donné ce changement méthodologique, il se peut que les estimations de l'emploi mesurées à partir de données administratives montrent un modèle saisonnier différent de celui des données obtenues à l'aide de questionnaires, ce qui ne peut être déterminé que dans le contexte d'une plus longue période. Statistique Canada continue d'examiner ces répercussions et est disposé à aider quiconque à interpréter correctement ses données. Entre-temps, il est recommandé d'utiliser les données de l'EERH, particulièrement celles de l'emploi, dans le contexte d'une plus longue période ou d'obtenir la distribution détaillée des secteurs d'activité pour l'emploi. Il est rappelé aux utilisateurs que l'Enquête sur la population active demeure la principale source d'estimations de l'emploi, à l'échelle nationale et provinciale, et la plus à jour de Statistique Canada.

Statistique Canada regrette tout inconvénient que cette erreur a pu avoir causé.

Il est possible d'obtenir la publication mensuelle **Emploi, gains et durée du travail** (72-002-XPB, 31 \$ / 310 \$) et la publication chronologique **Estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail 1983-1995** (disquette : 72F0002XDF, 120 \$). Pour plus de renseignements, communiquez avec Stephen Johnson au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur : (613) 951-4087; Internet : labour@statcan.ca.

Des prix plus élevés pour les agriculteurs de l'Ouest

Entre le premier trimestre de 1996 et le premier trimestre de 1997, les agriculteurs de l'Ouest, en particulier les éleveurs de bétail, ont subi une hausse plus importante de leurs coûts d'exploitation comparativement aux agriculteurs de l'Est. Ainsi, les prix des entrées dans l'agriculture ont progressé respectivement de 2,9 % et de seulement 1,8 %. Dans l'ensemble du Canada, les agriculteurs ont connu une hausse de 2,4 % de leurs coûts d'exploitation en regard de l'année précédente, malgré une diminution des frais d'intérêt.

Dans l'Ouest, les agriculteurs se sont vu infliger des majorations de prix importantes dans l'élevage d'animaux (8,9 %) et dans les bâtiments et les clôtures (6,3 %). Le coût plus élevé de l'élevage d'animaux est attribuable à une hausse des coûts des bovins d'engraissement, des porcelets sevrés et de la volaille. La progression dans les bâtiments et les clôtures est surtout attribuable à la hausse des prix des matériaux de construction. Les agriculteurs de l'Ouest ont également payé plus cher pour les machines agricoles et les véhicules automobiles ainsi que pour les fournitures et les services. Cependant, ils ont profité de la baisse des loyers agricoles et de la chute des frais d'intérêt, qui ont fléchi de 13,2 % à la faveur d'un recul des coûts des prêts non hypothécaires.

Tout comme les agriculteurs de l'Ouest, les agriculteurs de l'Est ont payé davantage pour les bovins d'engraissement, les porcelets sevrés et la volaille. Mais la baisse du coût des aliments pour les animaux a fait en sorte que la progression globale de l'indice de l'élevage d'animaux (2,5 %) a été moins rapide que dans l'Ouest. Les prix plus élevés des matériaux de construction ont été un facteur de la hausse de 4,3 % dans les bâtiments et les clôtures. Les agriculteurs de l'Est ont payé davantage en impôts fonciers au premier trimestre de 1997 par rapport à la même période l'année

précédente. Ils ont aussi profité du recul des coûts des prêts non hypothécaires, qui a contribué à faire diminuer les frais d'intérêt de 13,4 %.

À l'échelle nationale, la hausse des prix des entrées dans l'élevage d'animaux (5,1 %) est grande partie responsable de l'augmentation survenue entre le premier trimestre de 1996 et le premier trimestre de 1997. Les agriculteurs se sont aussi vu imposer des prix plus élevés pour les machines agricoles et les véhicules automobiles, surtout à cause de l'avance des prix de l'essence et du carburant diesel. Les agriculteurs ont dû déboursier davantage pour les matériaux de construction, ce qui a entraîné une hausse de 5,1 % des prix pour les bâtiments et les clôtures. Par ailleurs, les agriculteurs ont continué de profiter d'une baisse des frais d'intérêt (-13,2 %), résultat d'une diminution des coûts des prêts non hypothécaires.

Au cours des trois premiers mois de 1997, les coûts d'exploitation pour l'ensemble des agriculteurs ont été 0,9 % supérieurs à ceux subis durant les trois mois précédents. Toutefois, les agriculteurs de l'Ouest ont encore été touchés par la plus forte majoration de prix. Les prix des entrées ont augmenté de 1,3 % dans l'Ouest, comparativement à 0,2 % dans l'Est. Les agriculteurs de l'Est ont tiré profit du recul des prix des salaires agricoles, des bâtiments et des clôtures et des entrées dans les cultures agricoles. Pour leur part, les agriculteurs de l'Ouest ont profité d'une baisse des niveaux estimatifs des loyers agricoles. Ce recul a cependant été contrebalancé par la hausse des prix des machines agricoles et des véhicules automobiles, de l'élevage d'animaux et des salaires agricoles.

Données stockées dans CANSIM : matrices 550 à 582 (niveau 7) et 2050 à 2063.

Le numéro du premier trimestre de 1997 d'Indices des prix des entrées dans l'agriculture (62-004-XPB, 25 \$ / 83 \$) paraîtra en juin. Pour plus de renseignements, communiquez avec le service à la clientèle au (613) 951-3350, Division des prix.

Les enfants réussissent bien à l'école

Dans l'ensemble, selon l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), les enfants de 4 à 11 ans réussissaient bien à l'école en 1994-1995. Ainsi, peu d'enfants redoublaient une année, les parents participaient généralement à l'éducation scolaire de leurs enfants et les problèmes de discipline graves étaient relativement rares.

Selon les enseignants, une faible proportion seulement des enfants visés par l'ELNEJ avaient redoublé une année. Moins de 2 % avaient redoublé leur dernière année et quelque 4 % à peine avaient redoublé une année. Les élèves de la 1^{re} à la 3^e année étaient plus susceptibles de redoubler une année que ceux de la 4^e à la 6^e année. Le taux moyen de redoublement d'une année était environ deux fois plus élevé que celui pour les enfants faisant partie des familles du plus faible statut socioéconomique.

En général, d'après les enseignants, les parents jouent un rôle actif dans l'éducation scolaire de leurs enfants. Pour la plupart des enfants (94 %), au moins un parent avait assisté à la rencontre régulière entre les parents et les enseignants. Les activités telles que les collectes de fonds et les sorties éducatives favorisaient

(suite à la page 7)

Note aux lecteurs

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), menée conjointement par Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada, est une enquête approfondie portant sur divers facteurs que l'on estime avoir une influence sur le développement de l'enfant.

En 1994-1995, l'ELNEJ a fourni des données sur presque 23 000 enfants du Canada dont l'âge variait de 0 à 11 ans. L'enquête permettra de recueillir des données sur ces enfants tous les deux ans, à mesure qu'ils atteindront l'adolescence puis l'âge adulte. La composante scolaire de l'ELNEJ a recueilli des données sur les enfants de 4 à 11 ans auprès des enseignants et des directeurs pour l'année scolaire 1994-1995.

L'ELNEJ comprend une mesure du statut socioéconomique (SSE), qui combine le revenu familial, la profession des parents et le niveau de scolarité de ces derniers. On a réparti les enfants en cinq groupes de taille égale (ou quintiles) selon le score de SSE attribué à leur famille. Les enfants dont la famille appartient aux premiers 20 % de l'échelle de SSE sont classés dans le groupe de SSE supérieur, tandis que ceux dont la famille se situe dans les derniers 20 % de l'échelle de SSE sont classés dans le groupe de statut socioéconomique inférieur.

... Les enfants réussissent bien à l'école

d'avantage la participation parentale que les activités nécessitant une participation continue, comme siéger à des comités consultatifs de l'école ou s'occuper de sports et de jeux.

Selon les directeurs, les conflits de nature verbale ou physique et le harcèlement d'élèves seuls par des groupes d'élèves constituaient les problèmes de discipline les plus communs. Les directeurs ont également déclaré ne jamais avoir ou n'avoir que rarement eu à discipliner des élèves pour des problèmes plus sérieux tels que la consommation de drogues, le vol et l'usage du tabac à l'école.

Un enfant sur dix suivait une certaine forme de cours de rattrapage. Environ la moitié d'entre eux suivaient un tel cours à cause d'une difficulté d'apprentissage, tandis que le quart le faisaient en raison d'un problème affectif ou comportemental. Des élèves en rattrapage, 59 % étudiaient principalement dans une classe ordinaire tout en fréquentant une classe spéciale à temps partiel, alors que 16 % étudiaient exclusivement dans une classe ordinaire. Environ 7 % des enfants visés par l'enquête étaient inscrits à un programme pour enfants doués en raison de leurs

facultés intellectuelles ou artistiques supérieures. La plupart de ces élèves recevaient leur enseignement dans leur classe ordinaire (46 %) ou à la fois dans leur classe ordinaire et, à temps partiel, dans une classe spéciale ou une classe-ressource (33 %).

Pour la plupart des catégories de matériel et d'équipement, les enseignants ont indiqué que les ressources dont ils disposaient dans leur classe répondaient adéquatement ou entièrement à leurs besoins. Cependant, la majorité d'entre eux estimaient que les ordinateurs, les logiciels et le matériel scientifique n'y répondaient pas. Seulement 4 enseignants sur 10 trouvaient que les ordinateurs répondaient adéquatement ou complètement à leurs besoins pédagogiques, alors que tout juste un peu plus du tiers jugeaient les logiciels adéquats. Moins de la moitié (48 %) trouvaient le matériel scientifique de leur classe approprié.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Patrice de Broucker au (613) 951-3999 (télécopieur : (613) 951-9040; Internet : debrpat@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre des statistiques sur l'éducation, ou avec Allen Zeeman au (819) 994-3039, Direction de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada.

Nouveauté de Statistique Canada

Les jeunes entreprises montantes : se donner les moyens de survivre et de croître Mai 1997

Les jeunes entreprises montantes : se donner les moyens de survivre et de croître est la deuxième d'une série d'études sur les petites et les moyennes entreprises. L'apport potentiel des nouvelles entreprises à l'économie est énorme, mais la plupart d'entre elles disparaissent. L'étude fournit le profil des jeunes entreprises qui survivent. En outre, elle vise à déterminer ce qui distingue, parmi les jeunes entreprises qui réussissent, celles qui croissent lentement de celles qui croissent rapidement.

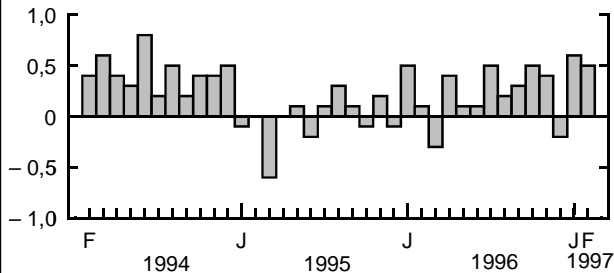
La première étude de la série, intitulée *Stratégies de réussite : profil des petites et des moyennes entreprises en croissance (PMEC) au Canada* (61-523-RPF) a donné un aperçu des stratégies et des activités d'un groupe de petites et de moyennes entreprises qui ont pris de l'expansion durant la deuxième moitié des années 80. Il s'agissait, typiquement, d'entreprises établies. La troisième étude, ayant pour titre *Les faillites d'entreprises au Canada* (61-525-XPF) porte sur les caractéristiques liées à l'échec et sera publiée plus tard dans l'année.

Les jeunes entreprises montantes : se donner les moyens de survivre et de croître (61-524-XPF, 35 \$) est maintenant disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Johnson au (613) 951-3547 (Internet : johnjoa@statcan.ca) ou avec John Baldwin au (613) 951-8588 (Internet : baldjoh@statcan.ca), Direction des études analytiques.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

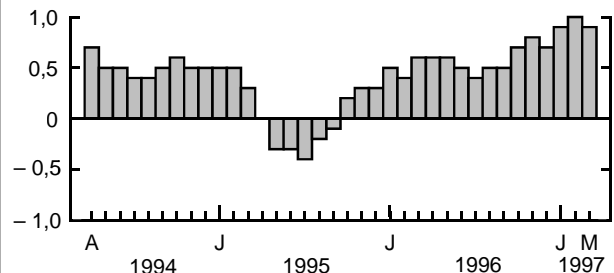
Variation mensuelle en %



Le produit intérieur brut réel au coût des facteurs a augmenté de 0,5 % en février.

Indice composite

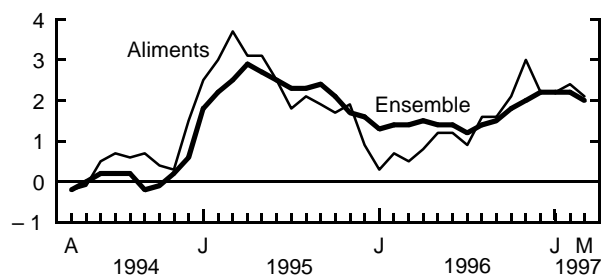
Variation mensuelle en %



L'indice composite s'est accru de 0,9 % en mars.

Indice des prix à la consommation

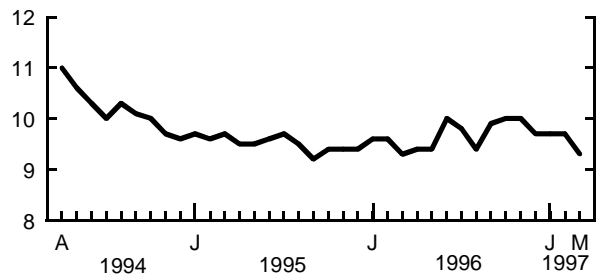
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 2,0 % de plus pour l'achat de biens et de services en mars 1997, en comparaison de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 2,1 %.

Taux de chômage

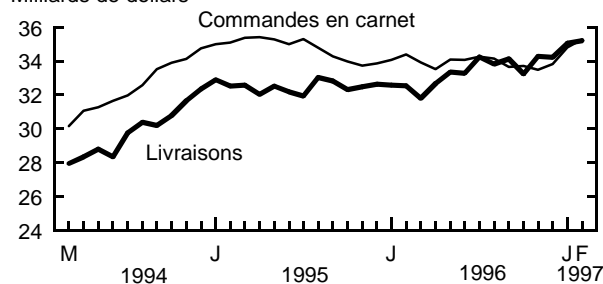
%



En mars, le taux de chômage est descendu à 9,3 %.

Fabrication

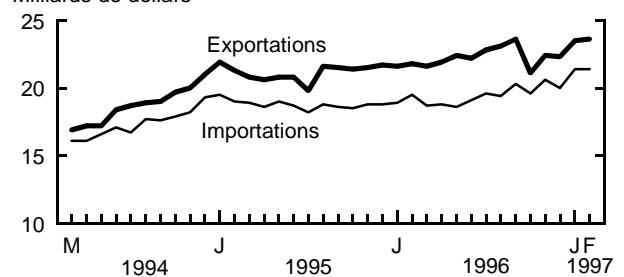
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,6 % en février pour s'établir à 35,2 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a augmenté de 0,8 % pour atteindre 35,3 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En février, la valeur des exportations de marchandises a grimpé de 0,6 % par rapport à janvier, pour s'établir à 23,6 milliards de dollars. La valeur des importations s'est maintenue à 21,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques mensuelles

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1986)	février	564,8	0,5 %	3,5 %
Indice composite (1981 = 100)	mars	190,6	0,9 %	8,8 %
Bénéfices d'exploitation des entreprises (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 1996	25,7	5,7 %	10,4 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4 ^e trim. de 1996	84,8	0,7 †	2,4 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	février	19,1	1,1 %	7,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	février	111,4	5,1 %	14,5 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars	13,8	0,4 %	1,1 %
Taux de chômage (%)	mars	9,3	- 0,4 †	- 0,1 †
Taux d'activité (%)	mars	64,5	- 0,1 †	- 0,3 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	janvier	36,8	0,1 %	3,9 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	février*	598,72	0,3 %	3,6 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	février	23,6	0,6 %	7,8 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	février	21,4	- 0,3 %	10,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	février	2,2	0,2	- 0,3
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	février	35,2	0,6 %	8,2 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	février	35,5	- 2,0 %	7,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	février	35,3	0,8 %	2,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	février	1,29	0,00	- 0,11
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	mars	137,6	0,2 %	2,0 %
Indice des prix des produits industriels (1986 = 100)	mars	130,2	0,2 %	0,9 %
Indice des prix des matières brutes (1986 = 100)	mars	135,8	- 1,0 %	1,4 %
Indice des prix des logements neufs (1986 = 100)	février	132,4	0,2 %	0,0 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier (613) 951-1112
Chef de la Diffusion officielle : Chantal Prévost (613) 951-1088

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 4 \$ l'exemplaire, 145 \$ par
année; à l'extérieur du Canada : 4 \$ US l'exemplaire, 145 \$ US par année.
Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations
et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale,
Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada
et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le
1 800 700-1033.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1997. Tous droits réservés. Il est interdit de
reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quel-
que forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support mag-
nétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre,
ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation
écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du
marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales
de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence
of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 2 au 8 mai 1997

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
AGRICULTURE				
Production de volaille et d'œufs	1996	23-202-XPB	38	38
BALANCE DES PAIEMENTS				
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	février 1997	67-002-XPB	18/176	18/176
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Juristat : La criminalité dans les régions métropolitaines principales, de 1991 à 1995, vol. 7, n° 5	1991 à 1995	85-002-XPF	10/93	10/93
ÉTUDES ET ANALYSE MICROÉCONOMIQUES				
Les jeunes entreprises montantes : se donner les moyens de survivre et de croître	mai 1997	61-524-XPF	35	35
INDUSTRIE				
Ciment	mars 1997	44-001-XPB	7/62	7/62
La statistique de la chaussure	1 ^{er} trim. de 1997	33-002-XPB	8/25	8/25
Lampes électriques (ampoules et tubes)	mars 1997	43-009-XPB	7/62	7/62
Livraisons des produits de chauffage à combustible solide	1 ^{er} trim. de 1997	25-002-XPB	8/25	8/25
Papier-toiture asphalté	mars 1997	45-001-XPB	7/62	7/62
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	mars 1997	41-011-XPB	7/62	7/62
Scieries et ateliers de rabotage	février 1997	35-003-XPB	12/114	12/114
Services de gaz	janvier 1997	55-002-XPB	17/65	17/65
Statistiques de l'énergie électrique	février 1997	57-001-XPB	12/114	12/114
Statistiques du charbon et du coke	février 1997	45-002-XPB	12/114	12/114
PROJET DE REMANIEMENT DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE				
Bulletin de service : Statistique des sciences, « Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités scientifiques », vol. 21, n° 4		88-001-XPB	8/79	8/79
Statistique du téléphone	1995	56-203-XPB	42	42
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Commerce de détail	février 1997	63-005-XPB	21/206	21/206
Ventes et stocks des grands magasins	février 1997	63-002-XPB	17/165	17/165
TRANSPORTS				
Bulletin de service : Aviation, vol. 29, n° 4		51-004-XPB	11/109	11/109

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Adresse Internet : **order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.